

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 28/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UKAD

RD 62

Lieu-dit La Croix Biolet

63780 Saint-Georges-de-Mons

Références : 20230419-RAP-63-558_Inspection-OCP-Produits-chim-UKAD-23mars_v2.odt

Code AIOT : 0005602228

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2023 dans l'établissement UKAD implanté RD 62 Lieu-dit La Croix Biolet 63780 Saint-Georges-de-Mons. L'inspection a été annoncée le 13/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été effectuée dans le cadre d'une action régionale coup de poing sur les modalités d'utilisation et de stockage des produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UKAD
- RD 62 Lieu-dit La Croix Biolet 63780 Saint-Georges-de-Mons
- Code AIOT : 0005602228
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le site UKAD de Saint Georges de Mons met en forme des barres, billettes de titane de différentes dimensions à partir de lingots de titane. Ces pièces de titane sont exclusivement destinées à l'industrie aéronautique.

La mise en forme est effectuée par forgeage à chaud à l'aide d'une presse de 4 500 tonnes à cadence rapide.

Ce site emploie 80 personnes.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- gestion des produits chimiques dangereux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite de ce site a montré une situation correcte aussi bien pour ce qui concerne l'organisation mise en place pour le choix des produits acceptés sur le site que pour ce qui concerne l'utilisation et le stockage des produits chimiques dangereux.

Toutefois, quelques remarques ponctuelles ont été formulées, la principale étant la présence de 3 bouteilles d'oxygène dans le casier des bouteilles d'acétylène.

2-3) Autres points mis en évidence

La tuyauterie de distribution de gaz naturel en polyéthylène, de DN environ 100 et sous une pression de 3 bar n'a jamais fait l'objet de contrôle. Au titre de l'article R4224-17 du code du travail, un contrôle du réseau de distribution de gaz naturel doit être effectué selon une fréquence appropriée. En raison du potentiel de danger élevé d'une explosion dans un bâtiment dans lequel peut se produire une fuite de gaz naturel, un contrôle périodique de ce réseau est aussi utile au titre du code de l'environnement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30 35 37-5	/	Sans objet
3	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 I et VI	/	Sans objet
4	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 II et VI	/	Sans objet
5	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 II et III	/	Sans objet
6	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, CLP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : La visite de divers lieux de stockage de produits chimiques (nouvelle armoires de stockage des huiles hydrauliques et du glycol, stockage de fûts d'huile MOTUL STABILIS, 2 armoires de stockage d'aérosols et une armoire contenant des grands pots de peinture et des aérosols) n'a pas appelé de remarque de la part de l'inspecteur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 30 35 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.

Constats : Les produits chimiques dangereux sont gérés selon la consigne UKAD M1-CO35 indice 01 du 18 janvier 2021 qui indique, de façon claire et précise, les dispositions à appliquer pour les achats (acceptabilité des produits sur le site), l'utilisation, le stockage et l'élimination des déchets. Ce site n'emploie pas de produits très dangereux, notamment pas de produits CMR (cancérigène, mutagène, reprotoxique) et pas de produits très persistants dans l'environnement; il s'impose des limitations strictes.

Les principaux produits utilisés sont:

- de l'huile hydraulique pour la presse à forger et les engins ayant des circuits hydrauliques: une cuve de 80 m³, 9 GRV (Gros Récipient Vrac) de 1 m³ et 1 fût de 200 litres,
- des huiles solubles pour les émulsions d'usinage: 1 GRV de 1 m³ et 7 fûts de 200 litres,
- des glycols pour les circuits de refroidissement de véhicules : 2 à 4 GRV en ce début d'année
- de l'ADBLUE (produit à base d'urée pour la réduction des oxydes d'azote émis par le moteur thermique d'un chariot) : 2 GRV : 1 en stock et 1 en cours d'utilisation dans l'atelier.

Les FDS des ces produits avaient été envoyées à l'inspecteur avant le jour de l'inspection. Elles sont toutes en français.

De multiples remarques ont été adressées par l'inspecteur à UNIL OPAL (huile hydraulique) et à MOTUL (ADBLUE et huiles pour usinage); Ces remarques ont donné lieu à la révision des FDS concernées. Les échanges correspondants seront communiqués à PRICAE pour action générique éventuelle auprès de ces 2 fournisseurs.

UKAD introduit ses FDS sur son système informatique "Sharepoint".

Le contrôle par sondage de la FDS relative à l'ADBLUE a montré que ce système contenait bien la dernière version de la FDS de ce produit, la version du 14 mars 2023.

Les FDS sont accessibles au personnel sur tous les postes de travail.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 I et VI

Thème(s) : Risques chroniques, Capacités de rétention

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]

<p>Constats : La visite de divers lieux de stockage de produits chimiques (nouvelle armoires de stockage des huiles hydrauliques et du glycol, stockage de fûts d'huile MOTUL STABILIS, 2 armoires de stockage d'aérosols et une armoire contenant des grands pots de peinture et des aérosols) n'a pas appelé de remarque de la part de l'inspecteur. Leur volume est apparu suffisant.</p> <p>Le volume de la rétention sous la cuve contenant 80 m³ d'huile HFO68 pour les circuits hydrauliques est de 300 m³.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 II et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien de la rétention et gestion des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.</p>
<p>Constats : La visite de divers lieux de stockage de produits chimiques (nouvelle armoires de stockage des huiles hydrauliques et du glycol, stockage de fûts d'huile MOTUL STABILIS, 2 armoires de stockage d'aérosols et une armoire contenant des grands pots de peinture et des aérosols) n'a pas appelé de remarque de la part de l'inspecteur.</p> <p>L'état de la rétention de la cuve de 80 m³ d'huile HFO68 est apparu satisfaisant.</p> <p>L'aire de dépotage de gazole non routier est en bon état. La consigne de dépotage et pompage GNR (pompage pour remplissage des réservoirs de véhicules) demande, avant chaque dépotage ou pompage, la fermeture de la vanne d'évacuation des eaux pluviales puis sa réouverture en fin de dépotage. Les eaux pluviales issues de cette aire de dépotage sont orientées vers un décanteur avant rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Lors de chaque dépotage de GNR, une check-list des actions à effectuer doit être renseignée.</p> <p>Dans le passé, plusieurs débordements de GNR ont eu lieu lors des dépotages. Les sols pollués ont été traités et la cuve ainsi que l'aire de dépotage ont été mises en conformité. La formalisation de la réalisation des actions à effectuer lors d'un dépotage ou pompage de GNR a permis une bonne maîtrise de ces opérations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Produits incompatibles et réservoirs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage</p>
<p>Constats : UKAD ne possède pas de produits incompatibles.</p> <p>La consigne M1-C035 comporte une matrice des incompatibilités usuelles.</p> <p>Les GRV et fûts ne comportent pas d'indicateur de niveau de remplissage ce qui est normal; les GRV étant transparents, leur niveau de remplissage est visible.</p> <p>La cuve de stockage d'huile hydraulique comporte un indicateur de son niveau de remplissage par contrôle visuel simple situé sur l'un des côtés de la cuve (tube en verre gradué).</p> <p>Le niveau de remplissage de la cuve de gazole est indiqué par une jauge située sur le haut de la cuve (vérification du niveau avant chaque appoint dans la cuve).</p> <p>Avant chaque dépotage dans cette cuve, la consigne de dépotage demande de vérifier l'adéquation du volume disponible avec formalisation de cette vérification sur la check-list des actions à faire lors d'un dépotage.</p> <p>Suite aux cas de débordements survenus dans le passé, la cuve a été mise en conformité en 2018, les sols pollués ont été traités et les opérations de dépotage ont été encadrées par la consigne de dépotage. Aucun nouveau débordement ne s'est produit.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats : Un état des stocks est établi en début de chaque mois. Il est disponible sur le système informatique du site et est accessible depuis l'extérieur du site et au PC de crise situé au poste de garde en entrée du site.</p> <p>Pour les principaux produits, en début mars le stock était le suivant:</p> <ul style="list-style-type: none"> -huile hydraulique pour la presse à forger et les engins ayant des circuits hydrauliques: une cuve de 80 m³, 9 GRV (Gros Récipients Vrac) de 1 m³ et 1 fût de 200 litres, - huiles solubles pour les émulsions d'usinage: 1 GRV de 1 m³ et 7 fûts de 200 litres, - glycols pour les circuits de refroidissement de véhicules : 2 GRV - ADBLUE (produit à base d'urée pour la réduction des oxydes d'azote émis par le moteur thermique d'un chariot) : 2 GRV : 1 en stock et 1 en cours d'utilisation dans l'atelier.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.

Constats : L'exploitant a établi plusieurs consignes permettant un encadrement correct de l'utilisation de produits chimiques dangereux depuis leur achat jusqu'à leur mise en stock et utilisation:

- consigne UKAD M1-C035 indice 1 du 18 janvier 2021 "Gestion des agents chimiques dangereux",
- consigne UKAD M1-C04 V2 du 28 septembre 2018 "Consigne en cas de déversement accidentel",
- consigne "Kits environnement" Indice 03 du 11 janvier 2019
- consigne UKAD M1-C11 indice 1 du 27 février 2019 "Dépotage et pompage GNR".

Concernant la première consigne relative à la gestion des agents chimiques dangereux, il serait utile d'ajouter un paragraphe sur les précautions à prendre pour le transfert ou le reconditionnement de produits dans un autre contenant en matière de choix des matériaux de ce contenant (respect des dispositions mentionnées dans la FDS).

Suite à un déversement d'huile soluble d'usinage dû au percement d'un fût par un chariot élévateur le 9 janvier 2022, UKAD a effectué un exercice de simulation d'un déversement d'un produit dangereux le 29 novembre 2022. Le compte-rendu de cet exercice est très clair et fait apparaître des enseignements pertinents. UKAD a précisé que lors de l'incident du 9 janvier 2022, la fermeture de la vanne en aval du bassin d'orage a permis d'éviter toute pollution de l'environnement et que cet événement a induit un coût de 63 kEuros, notamment du fait de la nécessité de faire traiter environ 200 m³ d'eau polluée (une grande partie provenant du pompage et nettoyage du déshuileur/débourbeur situé en amont du bassin d'incidence).

La visite sur le site a montré notamment:

- l'utilité de prévoir, en cas d'intervention des pompiers dans l'atelier contenant le stock d'huile d'usinage MOTUL STABILIS, le signalement d'un risque de sol glissant en cas d'incendie à proximité de ce stockage; cela implique notamment le repérage de ce stock sur le plan de cet atelier.
- au niveau du stockage des bouteilles de gaz, il a été noté la présence de 3 bouteilles d'oxygène dans le même casier que celui de l'acétylène.
- utilité d'apposer, sur les armoires de stockage des huiles hydrauliques et des glycols, des affiches rappelant l'interdiction de fumer, même si cette interdiction s'applique sur tout le site à l'exception des lieux dûment réservés à la pratique de fumer. UKAD a indiqué qu'il avait prévu de le faire.
- La prise de terre de l'aire de dépotage du GNR est en état non correct et mérite d'être changée. UKAD a indiqué que cette action avait été prévue.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet